



China Institute

Economics - Politics - International Relations

# Les **Notes** du **China Institute**

*Nobel de la paix 2010, une occasion manquée ?*

Octobre 2010

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, notamment la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

[www.china-institute.org](http://www.china-institute.org)

*Le présent document relève de la propriété intellectuelle du China Institute. Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement du China Institute sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le China Institute comme source.*

Faisant fi des avertissements de Pékin, un comité nommé par le parlement norvégien a décerné le prix Nobel de la paix 2010 au dissident chinois Liu Xiaobo. Comme on pouvait s'y attendre, le gouvernement et les médias de la République populaire de Chine n'auront guère tardé à violemment critiquer cette décision, ce qui n'aura cependant pas empêché une minorité très restreinte de la société chinoise de manifester son soutien au récipiendaire, en contournant la censure sur internet ou lors de petits rassemblements comme à Chongqing. Au-delà de la polémique, ce prix peut-il provoquer de véritables changements ?

Il est peu vraisemblable que la décision du comité Nobel ait un impact profond sur la Chine, d'abord car seule une fraction de la société en est informée. Ensuite, si une certaine frange de la population urbaine tend à percevoir cette nouvelle favorablement, il est loin d'en aller de même pour les Chinois plus nationalistes et pour ceux, probablement majoritaires, qui y sont tout simplement indifférents. Si le gouvernement chinois a réagi si violemment, c'est sans doute parce que ce prix revêt essentiellement une dimension critique. En effet, au lieu de récompenser des efforts de paix, comme sa dénomination le suggère pourtant, le prix Nobel exprime ici une volonté politique norvégienne, comme ce fut déjà le cas avec la nomination d'Al Gore et du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) en 2007, ou de Barack Obama en 2009.

Nulle intention ici de critiquer Liu Xiaobo, intellectuel pacifique qui a su jouer un précieux rôle de médiateur lors des événements de juin 1989, mais seulement d'expliquer pourquoi le prix Nobel heurte le pouvoir chinois, agacé lorsqu'un État

occidental se pose en professeur. La Norvège, pays de moins de cinq millions d'habitants, peut se flatter du premier Indice de développement humain (IDH) mondial, d'un PIB par habitant parmi les plus élevés de la planète, de ressources pétrolières bien supérieures à ses besoins, et d'une démocratie solidement implantée. Du haut d'un tel piédestal, il est facile de penser que l'on peut s'ériger en juge d'un État qui regroupe près du quart de l'humanité et dont le niveau de développement en 1949 était environ celui de l'actuelle Somalie. En outre, c'est oublier que la Chine a accompli des progrès indéniables depuis 1949, surtout après 1978, et que des mécanismes démocratiques, certes embryonnaires, tels que des élections locales, ont pu voir le jour.

Au final, ce prix Nobel risque malheureusement de provoquer une crispation des autorités, qui voudront donner des gages aux nationalistes, et d'assimiler tout appui à Liu Xiaobo à une prise de position pro-occidentale. Pourtant, certains membres du Parti communiste chinois sont favorables à une libéralisation politique au moins partielle. L'arrestation et la condamnation de Liu Xiaobo avaient d'ailleurs duré plus d'un an, ce qui laisse penser que cette procédure ne faisait pas l'unanimité au sommet du pouvoir. Liu Xiaobo, lui-même, n'est pas un « radical » et c'est sans doute le libellé du document qu'il a publié, plutôt que son contenu, qui a entraîné sa condamnation. En effet, si le document en question n'appelle qu'au respect de la Constitution, son titre de « Charte 08 » fait écho à celui de la Charte 77 de la Tchécoslovaquie, suggérant une comparaison corrosive entre le gouvernement chinois et l'URSS. Le discours du Premier ministre Wen Jiabao à Shenzhen et l'étonnante publication, par d'anciens cadres du parti, d'une lettre ouverte défendant une réforme des médias sont d'autres indices de l'existence de débats, ou au moins de points de vue divergents, au sein de la classe politique chinoise. Signalons, toutefois, que l'essentiel du Comité permanent du Parti communiste chinois ne partage pas ces vues, ce qui a abouti à une censure interne du Premier ministre.

Si l'objectif du prix était de favoriser des avancées politiques en Chine, n'aurait-il pas été plus judicieux d'engager des discussions avec les officiels chinois, notamment les plus progressistes, plutôt que de prendre une décision unilatérale? D'autant qu'il vaudrait mieux éviter toute tension improductive lorsque des questions aussi cruciales que le nucléaire iranien, la situation en Corée du Nord ou la valorisation du yuan dépendent, en partie, des négociations avec Pékin...



[contact@china-institute.org](mailto:contact@china-institute.org)